

Assemblée publique annuelle 2014-2015 de Téléfilm Canada

Questions et réponses

À la lumière des résultats inquiétants du rapport Women in View on Screen, que fait Téléfilm Canada pour résoudre la question de l'inégalité entre les sexes qui ressort dans ses décisions en matière de financement? Prévoyez-vous adopter une politique semblable à celle de BravoFact, où au moins 50 % de son financement est accordé à des projets dirigés par des femmes productrices ou cinéastes? Que fait Téléfilm pour favoriser une industrie canadienne du cinéma inclusive et diversifiée?

Producteur, Ontario

Carolle Brabant : Cette situation nous préoccupe également.

Nous prenons part au dialogue, et c'est pourquoi Téléfilm a financé le rapport *Women in View on Screen* avec d'autres partenaires de l'industrie.

Mais il y a des signes encourageants comme en témoignent nos programmes, par exemple le Fonds des talents/Programme de production à micro-budget, en vertu desquels nous aidons les cinéastes à réaliser un premier long métrage (Amy Jo Johnson, Sonia Bonspille Boileau, Julie Lambert, Stephanie Clattenburg).

Nous continuons également à promouvoir les femmes cinéastes grâce, par exemple, à notre partenariat avec le St. John's International Women's Film Festival, et l'hommage aux réalisatrices et aux actrices de l'année organisé par Téléfilm et Birks durant le TIFF depuis les trois dernières années.

À l'heure actuelle, nous sommes en consultation avec des femmes cinéastes, et nous espérons que d'ici le prochain exercice financier, nous serons en mesure de faire des recommandations. Nous voulons voir comment la prochaine génération désire s'attaquer à cet enjeu.

Y a-t-il une possibilité de voir les plans de financement des productions qui font équipe avec Téléfilm? Même de façon générale? C'est la partie la plus mystérieuse et la plus créative du processus de création d'un film.

David Ray, Second Chance Productions, Colombie-Britannique

Oui, le plan de financement est l'un des aspects les plus complexes de la création d'un film.

Mais de façon générale, voici comment se répartit en moyenne le financement des productions auxquelles nous participons :

- Gouvernements fédéral et provinciaux : 68 %
- Financement étranger : 11 %
- Investisseurs privés : 10 %
- Distributeurs : 9 %
- Télédiffuseurs : 2 %

Depuis quelques semaines, les coproductions canadiennes ont beaucoup fait parler d'elles et ont obtenu plusieurs nominations. Comment expliquez-vous cela?

Carolle Brabant : Le Canada a pratiquement inventé le modèle de la coproduction avec ses traités internationaux!

Comme vous pouvez le constater, la coproduction est un véritable travail d'équipe. Nous travaillons avec les provinces pour favoriser les partenariats. Les provinces font un travail formidable en faisant le tour du monde pour promouvoir le Canada comme un partenaire de choix. Citons par exemple le film *Aloft* de Claudia Llosa, qui a été tourné au Manitoba et coproduit par la société locale Buffalo Gal Pictures grâce au travail de Manitoba Film and Music.

La ministre Mélanie Joly vient tout juste d'annoncer la signature du nouveau traité de coproduction audiovisuelle Canada-Irlande. Je remercie la CMPA pour sa récente mission commerciale en Irlande, à laquelle ont participé de nombreux joueurs de l'industrie.

Enfin, le succès amène le succès. *Room*, *Vikings*, *Brooklyn* et *Versailles* — notre pays ne pourrait avoir une meilleure carte de visite que ces coproductions pour attirer les partenaires.

Que fait Téléfilm Canada pour aider les talents émergents?

Michel Roy : Cette question soulève un point essentiel. Il est question d'avenir, ici. Il faut offrir aux talents émergents des occasions de mettre un pied dans la porte de l'industrie.

Dans cette optique, je suis extrêmement fier de notre Programme de production à micro-budget, qui vise à stimuler l'utilisation des plateformes de distribution numériques par les cinéastes émergents.

Et bien entendu, je remercie les quelque 40 établissements de formation et coopératives de cinéma de l'ensemble du pays qui nous ont recommandé des projets.

Lorsqu'on regarde le rapport annuel, on constate que le soutien aux longs métrages canadiens provenant notamment de télédiffuseurs du Canada anglais est pratiquement inexistant. Avec l'argent frais destiné à la CBC, prévoyez-vous faire équipe avec elle pour créer une nouvelle initiative de soutien?

Paul Gratton, Whistler Film Festival

Carolle Brabant : Comme l'a mentionné plus tôt Monsieur Roy, plus de 80 % des films regardés par les Canadiens sont vus à la maison. Votre question est donc très à propos.

Je peux vous assurer que nous sommes en discussion avec des télédiffuseurs, dont la CBC, pour voir comment nous pourrions travailler plus étroitement ensemble.

À ce sujet, je me réjouis du message que la ministre Joly a transmis aux dirigeants des organismes culturels, soit de trouver des moyens de renforcer notre collaboration afin de mieux tirer profit de nos activités.

En Nouvelle-Écosse, l'industrie a été décimée par les réductions du financement. Téléfilm Canada a effectivement fermé, pour ainsi dire, son bureau de Halifax il y a quelques années. Y aurait-il moyen de faire preuve de soutien envers les cinéastes de la région en procédant à la réouverture du bureau avec un personnel permanent?

William MacGillivray

Carolle Brabant : Selon moi, le bureau de Halifax se porte très bien. Il compte quatre employés à temps plein qui collaborent de près avec les clients de l'industrie du cinéma et de la télévision. Ils travaillent très fort avec la communauté pour soutenir les cinéastes de l'Atlantique.

Je suis très impressionnée par la qualité des premiers longs métrages créés par les cinéastes de la région de l'Atlantique. Un bel exemple est le film à succès *Cast No Shadow* du Terre-Neuvien Christian Sparkes qui a remporté les grands honneurs au dernier Festival du film de l'Atlantique où il a récolté six prix, dont celui du Meilleur film de l'Atlantique.

Et parlant du FFA, notre bureau de Halifax soutient toujours activement les festivals de la région de l'Atlantique.

Dans le cadre de nos consultations avec les clients, nous avons entendu le message des clients qui veulent que nos directeurs de longs métrages, se rendent plus souvent dans la région. Je peux affirmer avec plaisir que c'est exactement ce que font Michel Pradier, Stephanie Azam et Anne Frank.

Vous parlez de nouvelles idées, d'être une source de référence et de voir les auditoires autrement. Téléfilm Canada serait-elle prête à réexaminer sa politique en vigueur depuis 40 ans qui ne fait aucune place aux productions IMAX, qui rejoignent de vastes auditoires?

Kirwan Cox, Conseil québécois de la production de langue anglaise (QEPC)

Carolle Brabant : Merci de votre question et de votre suggestion sur ce que nous devrions faire avec les fonds additionnels lorsque nous les recevrons. Nous allons revoir nos priorités le moment venu.

À propos du succès de la coproduction, le Canada est le partenaire de choix de nombreux producteurs étrangers de documentaires ou de productions factuelles. Téléfilm Canada est-elle toujours prête à soutenir ce genre?

Anne Pick, DOC

Carolle Brabant : Téléfilm Canada soutient depuis longtemps les longs métrages documentaires, notamment par l'entremise de notre partenariat avec le Groupe de fonds Rogers qui existe depuis plus de 10 ans. Et nous sommes constamment à la recherche de nouveaux partenaires de financement.

Nous sommes également fiers d'être un partenaire de longue date du Hot Docs.

Quand prévoyez-vous annoncer l'adhésion à Eurimages?

Jeremy Torrie, Winnipeg

Carolle Brabant : Il s'agit là d'une initiative internationale de grande importance. Je ne suis pas en mesure de vous donner une date précise aujourd'hui, mais nous espérons que ce sera plus tôt que plus tard.

Avec l'injection d'argent frais, les producteurs de l'Ouest pourraient-ils obtenir du financement additionnel, pour compenser la diminution des droits de diffusion?

Jeremy Torrie, Winnipeg

Carolle Brabant : Nous comprenons que le financement vous préoccupe. Nous savons tous que c'est un environnement extrêmement concurrentiel.

L'un de nos objectifs était d'augmenter le financement pour l'industrie et de rallier la communauté des affaires. Lancé en 2013, le Fonds des talents accepte les dons privés pour contribuer à soutenir les talents émergents, et pour financer la production et la mise en marché des longs métrages canadiens. D'ailleurs, le président du Comité consultatif du Fonds des talents, Hartley T. Richardson, vient de Winnipeg.

Comme je l'ai déjà mentionné, le Fonds des talents finance actuellement 75 % du Programme de production à micro-budget — et de nombreux projets proviennent de l'Ouest canadien.

En définitive, notre priorité est d'équilibrer notre portefeuille, des premiers longs métrages aux coproductions à plus gros budgets en passant, bien entendu, par les productions régionales.